

LOUISA HANOUNE À PARTIR DE TIZI-OUZOU :

«L’UE, les États-Unis et des ONG détiennent des preuves sur la fraude électorale en Algérie»

Même si elle est persuadée que les tares et les pratiques déloyales qui ont prévalu lors des élections législatives du mois de mai dernier persistent toujours, la secrétaire générale du PT veut faire de la participation de son parti aux élections locales du 29 novembre prochain un moment pour organiser la résistance et la mobilisation des citoyens contre les multiples défis géostratégiques et les menaces extérieures qui pèsent sur l’Algérie.

Un sacerdoce que la patronne du Parti des travailleurs veut assumer et dont elle a esquissé les contours lors du meeting électoral organisé dans la matinée de jeudi dernier à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, détaillant les enjeux qui, d’après elle, vont au-delà d’un simple scrutin pour l’élection des assemblées locales. Dans son discours aux accents patriotiques et souverainistes habituels, sur la situation socioéconomique du pays, l’oratrice puisera dans l’actualité nationale, régionale et sous-régionale suffisamment de faits et de détails pour alimenter l’inquiétude des citoyens et sensibiliser ces derniers contre les périls qui pèsent sur notre pays

qui, selon Louisa Hanoune, reste toujours une cible potentielle de la déstabilisation par les puissances capitalistes et impérialistes occidentales. A leur tête, les Etats-Unis, une puissance qui, d’après la leader du parti trotskiste, persiste dans sa stratégie de mise en œuvre du G.M.O (Grand Moyen Orient) et qui veut impliquer l’Algérie et son armée dans la guerre qui se prépare dans la région du Sahel.

«Les Américains veulent confier à l’armée algérienne un rôle de sous-traitant au profit de leur armée, dans la guerre qui se prépare au Sahel», ironisera Louisa Hanoune qui, tout en saluant la position de refus du gouvernement algérien de s’impliquer dans ladite guerre, n’a pas manqué d’alerter sur les pressions intolérables qui s’exercent sur le même gouvernement de la part des mêmes puissances. Pour autant qu’elle tire une fierté du fait que l’Algérie constitue «une exception» dans un ensemble régional et sous-régional en bute à la déstabilisation et au changement par la force, les craintes de la passionaria du PT ne sont pas tout à fait dissipées : «La fragilité du front intérieur constitue une carte de pression entre les mains de ces mêmes puissances», avertira celle qui a longuement soutenu les promesses de réformes prônées

par Bouteflika et qui se dit convaincue que notre pays est toujours dans l’œil du cyclone et peut, à tout moment, faire l’objet des plans de déstabilisation et du chaos qui ont ciblé la Libye et qui ciblent encore la Syrie et la région du Sahel.

«L’Union européenne, les Etats-Unis, via des ONG comme la NDI, détiennent les preuves sur la fraude électorale qui a prévalu lors des dernières élections législatives», affirmera la secrétaire générale du Parti des travailleurs persuadée que l’Algérie se met, ainsi, dans une position de vulnérabilité face à ces puissances étrangères et des tenants de la finance et du capitalisme international qui profitent de cette situation pour tirer le maximum de profit des ressources financières de l’Algérie. Preuve, en est, selon l’oratrice, le ballet diplomatique de nombreux responsables européens, se soldant par la signature de contrats juteux qui, malheureusement, ne profiteront pas aux peuples européens, selon Hanoune qui cite l’exemple du Premier ministre italien dont la visite s’est terminée par la signature de huit contrats et qui s’est dit, en outre, opposée à la solidarité affichée par notre pays à l’égard du FMI qui a bénéficié d’un prêt de 5 milliards de dollars. A contrario, l’oratrice dénonce les restrictions opérées dans le bud-

get alloué à des secteurs névralgiques comme l’éducation et la santé, dans le cadre de la dernière loi des finances votée par le Parlement. Des restrictions qui cachent mal la mise en œuvre «d’une politique régressive sur le plan social et un plan de rigueur économique déguisé», se plaint-elle. Parlant des prochaines élections locales, Hanoune a longuement défendu le principe du renforcement des collectivités locales en moyens financiers et logistiques. Elle préconisera la mise en œuvre d’un train de mesures qui permettraient d’aider les APC en difficulté et la mise en place d’un fonds de péréquation fiscale au profit de toutes les communes. Cela permettra, argumentera-t-elle, le renforcement des capacités d’intervention des collectivités locales pour la mise en place de services publics diversifiés et de qualité au profit des citoyens. Exposant sa vision sur le rôle et la responsabilité sociale et politique du maire, la première responsable du PT qui dénonce la primauté accordée par le nouveau code communal à l’administration au détriment du P/APC, dépouillé de la plupart de ses prérogatives, promet de consacrer son énergie militante pour l’instauration d’un code qui consacre un équilibre de prérogatives entre l’élu local et le wali. **S. Aït Mébarek**

AMARA BENYOUNÈS

À ANNABA :

«Les intérêts de l’Algérie priment»

Le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, était, ce vendredi, à Annaba, pour épauler ses candidats aux prochaines élections locales du 29 novembre en cours. Depuis son lancement il y a une douzaine de jours, la présente campagne électorale peine à prendre sa vitesse de croisière. C’est dans cette optique que le premier responsable de cette formation politique a jugé nécessaire de booster celle-ci en se rendant dans cette région de l’extrême nord-est du pays. Lors du meeting animé dans la salle du théâtre régional Azzedine-Medjoubi devant ses militants et partisans, Amara Benyounès, entouré des candidats APW et APC de son mouvement dans la wilaya d’Annaba, a tenu, de prime abord, à souligner «l’importance particulière de ces élections pour le devenir du pays». Il dira que ceux qui sortiront des urnes auront une lourde tâche pour le développement local. «Ils seront comptables devant leurs électeurs dont les préoccupations légitimes ne peuvent attendre», a-t-il averti. Revenant à la participation au scrutin du 29 novembre prochain, Amara Benyounès a appelé les citoyens, notamment la frange juvénile ainsi que les femmes, à voter massivement parce qu’«il n’y a pas de solution en dehors de cela». Abordant le volet économique, l’orateur, qui se décline pour une économie de marché, s’est dit contre le retour aux Souks El Fellah et à la gestion socialiste des entreprises. Au plan de la politique internationale, «les intérêts de l’Algérie priment sur toutes les autres considérations», a soutenu le premier responsable du MPA pour qui «le printemps arabe a été une catastrophe. Il n’a apporté que misère et désolation pour les peuples des pays concernés. Tout autant que le concept de démocratie musulmane avancé par l’Occident qui n’est qu’un leurre». Avant de clôturer son intervention, Amara Benyounès a exprimé les préoccupations de son mouvement pour les otages algériens au Nord Mali, avant de dénoncer véhémentement les bombardements aveugles israéliens qui se poursuivent actuellement contre la population palestinienne de la bande de Gaza.

A. Bouacha

TIZI-OUZOU

Un réseau de soutien aux terroristes démantelé à Mizrana

Selon diverses sources, les services de sécurité ont procédé, jeudi en fin de journée, à l’interpellation de quatre individus dans la commune de Mizrana, une quarantaine de kilomètres au nord de Tizi-Ouzou, à l’issue d’une enquête diligente suite à un recoupement d’informations faisant état de la probable existence d’un réseau de soutien aux groupes terroristes activant dans cette région où les attentats à la bombe artisanale, notamment contre les patrouilles et convois de l’armée, ont été légion, particulièrement durant le premier semestre de l’année en cours.

Vraisemblablement, c’est cette arrestation qui a permis aux éléments des services de sécurité d’investir une cache de terroristes entre Mizrana et la commune voisine de Tigzirt durant la même journée.

A. M.

ABOUDJERRA, AKKOUCHI ET REBAÏ À CONSTANTINE

Erdogan et Morsi inspirent l’Alliance verte

Flop pour le triumvirat de l’Alliance verte, hier, à Constantine. Les leaders d’Ennahda, El Islah et du MSP réunis, ont dû patienter loin des regards, un long moment dans un café mitoyen au palais de la culture Malek-Haddad sans que leurs fidèles puissent rassembler «le quorum» respectable, sinon, digne d’une exhibition à trois.

Les deux tiers des sièges sont restés, hélas, vides, provoquant l’irritation d’Aboudjerra Soltani qui a donné, en dernier, la réplique à ses alliés Hamlaoui Akkouchi et Fateh Rebaï. Sans ménagement, il n’a pas manqué, en effet, de s’interroger, séance tenante, sur l’aptitude des candidats de la liste 28 à gérer les affaires d’une métropole de l’envergure de Constantine si d’ores et déjà, «ils ne sont même pas capables de remplir une salle de réunions». Le seul aspect positif que l’héritier de Mahfoud Nahnah retient de cette campagne, assez tiède à ses yeux, réside dans les prémices de la prise de conscience qu’il décèle dans «les constats alarmants établis par les futurs édiles et les inquié-

tudes grandissantes des citoyens qui sont autant de signaux à une aspiration citoyenne de changement. Mais de changement, il n’y en aura point tant cette prise de conscience pêche par manque de lucidité, de sacrifice et de dévouement à sa propre cause», laissera-t-il entendre dans une sorte de procès intenté non pas au pouvoir en place mais aux élites et politiques du pays. D’ailleurs, ses mises au point à peine voilées ne ménageront ni le chef de file d’El Islah ni Fateh Rebaï qui ont regretté longuement «la ruralisation et la destruction tous azimuts qui frappent une cité millénaires comme Constantine». Et contrairement, le chef de file du MSP considère lui que le tableau dressé par ses partenaires est trop sombre puisque la capitale de l’Est a connu un essor considérable à partir des années 80. Insidieusement, il apparente ce présumé décollage à «l’éveil» de l’activisme islamiste qu’a connu cette ville à cette époque et dont il fut l’une des figures de proue. Un aveu on ne peut plus trompeur : «Les frères qui m’ont précédé ont exagérément noirci le tableau s’agissant de la ville de Constantine. Je suis arrivé dans cette ville en 1973, elle n’était pas

meilleure que ce qu’elle est devenue aujourd’hui. La hogra était le maître mot à cette époque. Nous étions interdits de porter la barbe et il n’y avait qu’une seule femme en hijab dans toute l’Université de Constantine que nous devons protéger contre toutes sortes de harcèlement. Il nous fallait briser le mur du silence et nous nous sommes rassemblés, étudiants, imams et chouyoukhs, pour ce faire et dès les années 1980, cette ville a pu s’ouvrir sur la voie du développement.» Autre mise au point à l’adresse de ses compères qui ont, majestueusement salué la réaction du président égyptien Morsi — «car il est issu de la volonté populaire» — suite aux attaques israéliennes contre Gaza en condamnant le silence des autorités algériennes pour l’un, et la désolation de l’autre quant au fait que Constantine n’ait pas encore enfanté un Erdogan qui la sortira de son marasme et de sa décadence. Mais pour Aboudjerra, «Erdogan n’est pas un héros» et des Morsi, l’Algérie en recèle des millions. Curieuse Alliance verte ! **K. G.**

MOHCINE BELABBAS À KOUBA :

«Nos élus, une protection pour les citoyens»

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbas, a animé, jeudi, un meeting populaire à Kouba. Un meeting qui a fait suite à la campagne de proximité menée la veille dans plusieurs quartiers d’Alger.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Devant une assistance nombreuse, Mohcine Belabbas a expliqué qu’à travers sa participation aux élections locales, le RCD poursuit de doter les citoyens d’une protection contre la corruption et l’injustice. «Là où nos listes remporteront la majorité, elles s’illustreront en exemple en

matière de respect des droits», a-t-il affirmé. Le président du RCD a estimé, en effet, que, pour peu que la transparence et la bonne gestion prévalent, il reste possible de répondre aux attentes des citoyens, même si les prérogatives de l’élu local ont été drastiquement réduites dans les codes communal et de wilaya. «Il est de notre devoir de défendre avec force tout espace susceptible de permettre à des femmes et à des hommes dans notre pays d’influer sur la décision notamment au sein des Assemblées communales présidées par des personnes intègres et dignes de confiance», a soutenu Belabbas, ajoutant que «la réduction des prérogatives des élus locaux lors du récent amen-

dement des codes communal et de wilaya n’empêche pas l’élu local intègre de s’acquitter de sa mission». En participant aux élections locales du 29 novembre prochain, le RCD entend faire palper aux citoyens la démocratie participative, à travers une gestion saine et transparente qui associe ces derniers. Mohcine Belabbas a, à l’occasion, rappelé les projections politiques du parti qui travaille à mobiliser le plus grand nombre pour peser sur des chantiers fort engageants, comme la révision de la Constitution, la refondation de l’Etat, la restructuration de l’économie mais aussi la séparation du politique du religieux et l’officialisation de la langue et culture amazighes. **S. A. I.**

ALI LASKRI DANS LA VILLE DES PONTS

Le FFS veut créer la surprise

Le Front des forces socialistes, représenté par quatre listes pour les communes, et une pour l’APW, compte créer la surprise à Constantine lors des élections locales du 29 novembre prochain. Certes, la bataille ne sera pas facile mais Ali Laskri, compte sur «la mobilisation des citoyens» derrière les candidats de sa formation, dont notamment le professeur Abdelhamid Abrekane, tête de liste à la commune d’El Khroub pour réaliser cet exploit.

Pour sa virée constantinoise, jeudi dernier dans le cadre de la campagne électorale, le premier secrétaire du FFS, Ali Laskri a opté pour un travail de proximité à travers des rencontres avec les citoyens des villes et com-

munes d’El Khroub, Massinissa, Ali Mendjeli, Constantine et Hamma Bouziane. «Droits de l’homme», «harga», équité sociale, emploi, «hogra», développement local et gestion des collectivités locales étaient les thèmes majeurs sur lesquels le premier secrétaire du FFS a axé ses interventions. Plaidant pour «un changement pacifique», Ali Laskri qui s’adressait aux sympathisants de sa formation à la nouvelle ville Ali Mendjeli a estimé que ceci était «possible du moment qu’il y a un débat libre et transparent et une implication des citoyens. C’est pourquoi, ajoute-t-il, le FFS n’a cessé de lutter pour la réhabilitation de la politique». Abondant dans le même sens, le président du groupe parlementaire du FFS à l’APN dira : «tant que la crise politique subsiste, le régime continue de violer la volonté souveraine du peuple, il

serait impossible de trouver des solutions aux problèmes économiques et sociaux dans lesquels se débat le pays. D’où, note-t-il le but de notre participation aux élections visant la réhabilitation du politique.» Pour ce qui est de la gestion des collectivités locales, le premier secrétaire du FFS a estimé que les codes de commune et de wilaya entravent les élus locaux dans leur gestion des affaires des assemblées.

Aussi, il s’est engagé «faire pression» sur les institutions de l’Etat afin d’élargir les prérogatives des élus locaux à travers notamment l’amendement des Codes de commune et de wilaya. De son côté, M. Bitatche, président du groupe parlementaire du FFS, a estimé que «toutes les décisions sont prises par le pouvoir central et que la décentralisation n’était qu’un slogan.» **Farid Benzaid**